



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**



Distr.
Restreinte

UNEP/OzL.Pro/ExCom/44/13
29 octobre 2004

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quarante-quatrième réunion
Prague, 29 novembre – 3 décembre 2004

**PROJET DE PROGRAMME DE TRAVAIL
DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION POUR L'ANNEE 2005**

I. Situation de la mise en œuvre du programme de travail de surveillance et d'évaluation de l'année 2004

1. Les évaluations suivantes ont été effectuées ou sont en cours dans le cadre du programme de travail de surveillance et d'évaluation :

- i) Une évaluation intermédiaire du secteur production de CFC a été effectuée par le biais des visites sur le terrain en Chine, en Inde et en République Démocratique de Corée, et par la présentation du rapport d'évaluation à la 42^e réunion du Comité exécutif. Le Comité exécutif a pris note de ce rapport et a statué sur de nombreux points soulevés dans la Décision 42/12. Un de ces points consistait à déterminer s'il fallait calculer la production de CFC de l'Inde en volume brut ou net; cette question a été renvoyée à la 43^e réunion du Comité exécutif et ce dernier s'est prononcé sur la question dans sa Décision 43/5.
- ii) Le rapport sur l'évaluation intermédiaire du plan d'élimination dans le secteur des solvants en Chine a été présenté à la 42^e réunion du Comité exécutif. L'évaluation en question a examiné les méthodes utilisées pour établir le contact avec les entreprises concernées, analysé les raisons des retards constatés dans la mise en œuvre, le rapport coût/efficacité global, l'organisation et les politiques institutionnelles, ainsi que les mécanismes de surveillance et de communication des données utilisées. En prenant en compte les conditions particulières rencontrées en Chine, les leçons apprises et qui pourraient être pertinentes pour la préparation des plans sectoriels ou nationaux et leur mise en œuvre dans les autres pays, ont été présentées.
- (iii) Une étude théorique sur les projets de bromure de méthyle, basée sur quatre études sous sectorielles (tabac, horticulture, fleurs coupées et opérations après récolte), a été présentée à la 43^e réunion du Comité exécutif. Le Comité exécutif a pris note de l'information contenue dans le rapport, notamment les sujets d'évaluation proposés, l'approche à suivre pour la deuxième phase d'évaluation, et la proposition d'examiner plus en détail les facteurs influençant le choix des technologies de remplacement.
- (iv) D'autres études de cas sur les banques de halons et sur les projets de récupération et de recyclage dans les pays à faibles capacités installées de halons ont été préparées, afin de compléter le rapport d'évaluation sur les projets d'élimination dans le secteur des halons et sur les programmes de banques des halons dans les pays à grand volume de consommation, tel que discuté à la 40^e réunion du Comité exécutif (doc. 40/8). Les résultats des visites sur le terrain sont résumés dans le doc. 44/10 qui sera présenté à la présente réunion. Ce rapport analyse aussi les projets régionaux des banques de halons.
- (v) Après avoir discuté des documents sur la surveillance du commerce des

substances appauvrissant la couche de l'ozone et des documents sur la lutte contre le commerce illicite de ces substances, (UNEP/OzL.Pro/ExCom/43/58 et Corr.1), le Comité exécutif a décidé à sa 43^e réunion, d'entreprendre une nouvelle évaluation sur la formation des agents des douanes et sur les systèmes des permis, et de présenter cette évaluation à la 17^e réunion des Parties (Décision 43/41). Une étude théorique a été préparée afin d'élaborer l'approche qu'il convenait d'adopter pour l'évaluation globale; les résultats de cette étude seront présentés à la 44^e réunion du Comité exécutif.

II. Études d'évaluation prévues pour 2005

(a) Évaluations proposées

2. Étant donné que par Décision 43/41, l'évaluation de la formation des agents des douanes et des systèmes de permis avait été ajoutée au programme de travail, l'évaluation prévue des plans de gestion des frigorigènes dans les pays qui ne sont pas à faible volume de consommation sera reportée et incluse dans le programme de travail de l'année 2005. Les évaluations suivantes sont proposées dans le programme de travail de surveillance et d'évaluation pour l'année 2005, en partie pour poursuivre le travail débuté en 2004 :

- (i) Mener l'évaluation des projets de formation des agents des douanes et des systèmes de permis, dans le prolongement d'une étude théorique qui sera présentée à la 44^e réunion du Comité exécutif. Il existe dans de nombreux pays plusieurs activités de formation des agents des douanes, pour la plupart dans le cadre des plans de gestion des frigorigènes et des plans d'élimination sectoriels. Leurs résultats immédiats sont généralement plutôt bien documentés (rapports préliminaires et rapports d'ateliers). Leur impact n'est cependant pas facile à mesurer et va dépendre aussi de l'application des lois sur les importations. Une telle analyse nécessitera des visites sur le terrain dans un certain nombre de pays, ainsi que des discussions avec les Bureaux nationaux de l'Ozone, les responsables des douanes, les importateurs et les représentants de l'industrie. Il est prévu que le rapport sera présenté à la 45^e réunion du Comité exécutif.
- (ii) Assurer le suivi de l'étude théorique sur le bromure de méthyle, en effectuant des visites sur le terrain dans un échantillon des pays visés à l'Article 5, et en présentant le rapport d'évaluation à la 46^e réunion du Comité exécutif. Cette évaluation devra se pencher sur les projets portant sur l'élimination du bromure de méthyle, en particulier, les investissements achevés et ceux en cours, ainsi que certains projets d'assistance technique. L'analyse des projets de démonstration portera sur l'importance du travail de base qui y a été effectué, sur les technologies de remplacement qui y ont été éprouvées, et sur l'application de leurs résultats à d'autres pays présentant les mêmes conditions et les mêmes produits agricoles. Les facteurs influençant le choix des technologies de remplacement seront aussi analysés. La formation, la sensibilisation du public et les activités d'appui à l'élaboration des politiques seront évaluées afin de

déterminer la contribution qu'elles auront apportée à la mise en oeuvre des projets d'élimination.

- (iii) Mettre en œuvre dans les pays qui ne sont pas à faible volume de consommation l'évaluation des plans de gestion des frigorigènes, notamment les plans d'élimination dans le secteur de la réfrigération. Les conditions qui prévalent dans ces pays sont à certains égards différentes de celles des pays à faible volume de consommation, notamment, le nombre d'ateliers, le volume de consommation de CFC, les quantités récupérées et recyclées, ainsi que la nécessité des installations pour la réutilisation ou la destruction. Certains plans d'élimination nationaux et sectoriels ont aussi utilisé de nouvelles modalités de mise en œuvre qu'il pourrait être intéressant d'analyser. Les études de cas dans les pays qui ne sont pas à faible volume de consommation, menées pour l'évaluation des projets de formation des agents des douanes et pour les systèmes de permis, serviront d'éléments pour cette évaluation envisagée et qui doit être soumise à la 47^e réunion du Comité exécutif.
- (iv) Il est proposé d'entreprendre une étude théorique sur l'évaluation des plans d'élimination nationaux; cette étude devra être préparée au début de 2005 et présentée à la 45^e réunion du Comité exécutif. Cette étude devra examiner la documentation disponible, identifier les problèmes liés à l'évaluation et proposer une approche que l'on devra adopter pour les études de cas à mener à la fin de 2005. Les études de cas réalisées dans le cadre de l'évaluation des projets de formation des agents de douanes et des systèmes de permis fourniront aussi d'importantes données à cette étude théorique.
- (v) À la suite des discussions de la 43^e réunion du Comité exécutif, une évaluation des projets du Fonds dans un certain nombre de pays qui ne sont pas en conformité, sera préparée et devra se pencher notamment sur les causes de tout retard dans la mise en œuvre, afin d'analyser les raisons de la non-conformité. Dans une première étape, la documentation existante sera analysée, et une étude théorique sera préparée avec la contribution éventuelle de quelques études de cas, dans le but d'inclure une réponse concrète des pays concernés et de tester l'approche de la collecte des données pour les nombreuses futures visites sur le terrain.

3. Un aperçu des études d'évaluation et du calendrier proposé est présenté au tableau 1 ci-après.

Tableau 1 :
Calendrier de soumission au Comité exécutif
des documents sur la surveillance et l'évaluation

44 ^e Réunion	45 ^e Réunion	46 ^e Réunion	47 ^e Réunion
<ul style="list-style-type: none"> • Rapport de l'évaluation finale sur les projets de banque des halons pour les pays ayant de faibles volumes de capacités installées • Étude théorique sur l'évaluation des projets de formation des agents des douanes et du système de permis • Rapport global 2004 sur l'achèvement du projet • Projet de Programme de travail 2005 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final sur l'évaluation des projets de formation des agents des douanes et du système de permis • Étude théorique élargie sur l'évaluation des plans d'élimination nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final sur l'évaluation des projets bromure de méthyle • Étude théorique élargie sur les causes de la non-conformité 	<ul style="list-style-type: none"> • Rapport final sur l'évaluation des Plans de gestion des frigorigènes dans les pays qui ne sont pas à faible volume de consommation • Rapport global 2005 sur l'achèvement du projet • Projet de Programme de travail 2006

(b) **Modalités de mise en œuvre et approche méthodologique des études d'évaluation**

4. La pratique qui consiste à préparer des études théoriques pour examen par le Comité exécutif s'avère utile lorsqu'il s'agit d'identifier de manière précise, avant de s'engager dans les visites sur le terrain, les questions liées à l'évaluation. Cette pratique persistera tant que la quantité et la qualité de la documentation disponible pourront permettre la préparation d'une étude solide. Pour les projets ou programmes en cours, au sujet desquels il n'existe pas de rapports suffisants sur les résultats intermédiaires, quelques études de cas basées sur l'information rassemblée au cours des visites sur le terrain, enrichiront l'étude théorique et serviront à identifier correctement

les principales questions liées à l'évaluation, et à préparer les termes de références adéquats pour de nouvelles visites sur le terrain.

5. Les rapports d'évaluation finaux comprenant les résultats des visites sur le terrain et les consultations sur les projets de rapports avec les différents intervenants, devront normalement être soumis après la présentation des rapports théoriques. Une période de 6 mois constitue généralement l'intervalle de temps nécessaire pour mener les visites sur le terrain dans un échantillon représentatif de pays et pour préparer les études de cas et le rapport de synthèse, comprenant les consultations sur les projets avec les agences et les Bureaux nationaux de l'Ozone concernés.

6. Bien que les méthodologies d'évaluation spécifiques doivent être appliquées pour chaque étude, l'approche générale consiste dans un premier temps à préparer un examen détaillé des documents du projet, des rapports d'achèvement des projets et toutes les autres informations pertinentes obtenues à la base des données du Secrétariat, et dans un deuxième temps, à procéder à l'élaboration des directives relatives aux entrevues structurées qui seront menées avec tous les intervenants pertinents, publics et privés, lors des visites dans un échantillon sélectionné de pays de toutes les régions. Les études de cas résultant de telles visites, sont par la suite synthétisées et les recommandations finales soumises au Comité exécutif après consultation avec les Bureaux nationaux de l'Ozone et les Agences de mise en œuvre concernées.

(c) Budget

7. Les frais des consultants et les coûts de leurs voyages constituent les principaux éléments du budget relatif à la conduite des évaluations proposées. L'utilisation des consultants individuels a généralement donné de bons résultats, étant donné leurs compétences techniques dans les domaines spécialisés. Elle s'est avérée aussi significativement moins coûteuse que de faire appel à des cabinets de consultants. On envisage donc de continuer à engager autant que possible, les consultants individuels pour les évaluations prévues; ces consultants proviennent tant des pays non visés à l'Article 5 que de ceux visés par cet Article et l'égalité des sexes est une préoccupation dont on tient compte.

8. Les fonds pour les études de cas sur les projets du bromure de méthyle (40 000 \$US) et pour l'évaluation des plans de gestion des frigorigènes dans les pays qui ne sont pas à faible volume de consommation (80 000 \$US), avaient déjà été approuvés pour le programme de travail de l'année 2004. Une partie du financement pour l'évaluation du plan de gestion des frigorigènes a été utilisée pour l'étude théorique élargie sur l'évaluation des projets de formation de douanes et des systèmes de permis, cette dernière ayant été ajoutée au programme de travail de l'année 2004 conformément à la Décision 43/41. Tout reliquat non dépensé en 2004 sera reporté pour finaliser ces évaluations en 2005. Étant donné que l'étude théorique sur l'évaluation du projet sur le bromure de méthyle a mis en évidence la complexité de ce secteur et la nécessité d'une expertise spécialisée pour des études sous sectorielles sur les projets tabac, horticulture, fleurs coupées et l'après récolte, il est suggéré d'ajouter 70 000 \$US au budget pour ladite évaluation, afin de financer d'autres études de cas et de préparer le rapport final. Les fonds requis pour l'évaluation des projets de formation des agents des douanes et des systèmes de permis permettront de visiter d'autres pays avant de préparer le rapport final. Le budget total prévu pour le programme de

travail 2005 est de 246 000 \$US, comparativement à celui de l'année dernière qui était de 256 000 \$US.

Tableau 2: Projet de budget pour le programme de travail de surveillance et d'évaluation pour l'année 2005

Études de cas sur les projets de formation des agents des douanes et sur les systèmes de permis, et rapport final :	90 000 \$US
Études de cas sur le projet bromure de méthyle et rapport final:	70 000 \$US
Étude théorique élargie sur les causes de la non conformité:	30 000 \$US
Voyages du personnel:	50 000 \$US
Équipement (ordinateur, etc.):	4 000 \$US
Communication (téléphone, courriers, etc.):	2 000 \$US
Total:	246 000 \$US

**ANNEXE I (A): APERÇU DES ÉVALUATIONS TERMINÉES, EN COURS ET PROJETS D'INVESTISSEMENT
PLANIFIÉS**

Secteur	Nombre de projets approuvés	Nombre de projets terminés	Consommation de PAO approuvée suivant inventaire	Consommation de PAO éliminée suivant le rapport préliminaire 2003	Production de PAO approuvée suivant inventaire	Production de PAO éliminée suivant le rapport intérimaire 2003	Financement total approuvé	Décaissement des fonds	Évaluation terminée	Évaluation en cours	Évaluation prévue
Aérosol	113	87	25 317	23 600	0	0	34 458 441	25 815 769	X		
Mousse	979	841	60 736	49 657	0	0	330 480 512	26 254 546	X		
Fumigènes	50	7	3 640	1 212	0	0	49 561 726	19 593 670		X	
Halons	35	32	34 042	34 034	31 188	31 188	57 847 418	48 498 773	X		
Agent de transformation	16	9	1 214	905	9 295	0	43 192 304	16 350 148			
Plan d'élimination national	47	8	5 858	1 741	0	0	100 627 282	5 580 365			X
Production de CFC	17	11	0	0	34 690	29 414	155 578 050	114 872 850	X		
Réfrigération	581	464	36 942	30 117	0	0	416 389 706	363 875 915	X		
<i>Compresseur</i>	45	38	4 583	3 929	0	0	66 535 986	64 362 147	X		
<i>Climatiseur d'automobile</i>	21	21	64	64	0	0	36 472 265	36 253 517	X		
<i>Compresseur de climatiseur d'automobile</i>	3	3	1	1	0	0	4 624 714	4 624 714	X		
<i>PGF*</i>	2		12	0	0	0	291 397	970	X	X	X
Solvant	114	91	5 989	3 069	0	0	69 766 686	38 136 904	X		
Autres**	14	8	1 485	895	34	0	18 155 896	13 380 227			
<i>Système de permis ***</i>	1	1	90	90	0	0	2 000 000	1 900 000			X
Total	1 966	1 558	175 223	145 230	75 206	60 602	1 276 058 022	908 650 085			

* Évaluation terminée pour les pays qui sont à faible volume de consommation, planifiée pour les pays qui ne sont pas à faible volume de consommation et en cours pour la formation des agents des douanes et pour les systèmes de permis.

** ``Autres`` inclut un Secteur multiple (4projets), soufflage du tabac (6 projets), la Production du trichloroacétylène (TCA) (1 projet) et le stérilisant (3 projets).

*** Font partie des projets de soufflage; comprennent aussi les projets sur les système de permis financés dans le cadre des Plans d'élimination nationaux sus- mentionnés, mais aucun chiffre n'est disponible pour ces projets.

**ANNEXE I (B): APERCU DES ÉVALUATIONS TERMINÉES, EN COURS ET PROJETS DE NON-
INVESTISSEMENT PLANIFIÉS**

Type	Nombre de projets approuvés	Nombre de projets terminés	PAO à éliminer suivant inventaire	PAO éliminé suivant rapport préliminaire 2003	Financement total approuvé	Fonds décaissés	Évaluation terminée	Évaluation en cours	Évaluation planifiée
Programme de pays	164	152	0	0	7 474 233	6 776 811			
Démonstration	73	64	473	218	17 923 272	16 321 657			
<i>Bromure de méthyle</i>	41	32	23	21	12 461 700	10 954 871		X	
<i>Récupération/Recyclage et Récupération/recyclage, Climatiseurs d'automobile *</i>	25	25	226	123	4 284 463	4 194 636	X		
Renforcement institutionnel	365	193	569	33	42 509 106	27 731 428	X		
Préparation	998	876	0	0	44 753 860	41 411 105			
Assistance technique	717	440	8 381	2 540	119 692 576	78 953 956			
<i>Centre d'échange</i>	20	20	0	0	4 064 534	4 064 534	X		
<i>Réseaux régionaux</i>	35	31	0	0	7 425 660	7 272 479	X		
<i>Récupération/ Recyclage et Récupération/Recyclage, climatiseurs d'automobile*</i>	57	52	2 099	1 743	14 139 059	12 923 960	X		X
<i>PGF</i>	206	62	1 872	378	23 971 103	11 215 329	X	X	X
<i>Bromure de méthyle</i>	45	30	220	0	4 907 255	1 765 339		X	
<i>Plans nationaux d'élimination</i>	25	0	124	0	3 326 955	160 460			X
<i>Formation des agents des douanes</i>	24	5	521	45	4, 420 494	1 438 612		X	
<i>Systèmes de permis</i>	26	12	13	0	5 840 121	4 987 896		X	
Formation	301	200	247	217	25 613 373	17 624 607	X	X	
<i>PGF*</i>	140	60	0	0	8 909 643	4 175 910	X	X	X
<i>Bromure de méthyle</i>	20	18	6	0	1 565 597	1 423 468			
<i>Plans d'élimination nationaux</i>	8	0	0	0	2 128 225	316 817			X
<i>Formation des agents des douanes**</i>	69	30	0	0	3 861 912	1 779 566		X	
<i>Systèmes de permis**</i>	7	3	0	0	384 400	244 007		X	
Total	2 618	1 925	9 670	3 008	257 966 420	188 819 563			

* Évaluation terminée pour les pays à faible volume de consommation, planifiée pour les pays qui ne sont pas à faible volume de consommation et en cours pour la formation des agents des douanes et pour les systèmes de permis.

** Il s'agit ici des projets hors programme dont certains font partie des PGF, tout en ayant une immatriculation séparée et un budget propre. Ceux de ces projets qui sont complètement intégrés dans un projet de PGF paraissent dans les chiffres mentionnés dans la rubrique PGF; cependant, leurs budgets ne sont pas approuvés séparément et par conséquent, n'apparaissent pas dans l'inventaire

ANNEXE II: APERCU DES PROJETS/SECTEURS PROPOSÉS POUR DES ÉTUDES THÉORIQUES ET DES ÉVALUATIONS SUR LE TERRAIN DANS LE PROGRAMME DE TRAVAIL DE SURVEILLANCE ET D'ÉVALUATION POUR L'ANNEE 2005

Secteur	Agence	Nombre de projets approuvés	Nombre de projets terminés	Financement total approuvé	Financement total décaissé	Consommation de PAO approuvée (tonnes)	Consommation de PAO éliminée (tonnes)	Rapports préliminaires
PGF dans les pays qui ne sont pas à faible volume de consommation	Total	66	23	10 396 866	5 078 684	837	152	13
	PNUD	10	3	1 786 263	991 660	91	43	0
	PNUE	23	4	1 979 620	519 531	0	0	3
	ONUDI	18	11	3 693 317	1 620 425	478	109	10
	Bilatérale	15	5	2 937 666	1 947 068	268	0	0
Formation des agents des douanes	Total	93	35	8 282 406	3 218 178	521	45	21
	PNUD	1	0	90 000		0	0	0
	PNUE	51	18	2 941 585	1 103 167	0	0	11
	ONUDI	13	8	2 432 974	551 091	394	45	5
	Bilatérale	28	9	2 817 847	1 563 920	128	0	5
Systèmes de permis	Total	34	16	8 224 521	7 131 903	103	90	5
	PNUD	1	0	100 000	0	0	0	0
	PNUE	19	8	5 394 491	4 776 916	0	0	4
	ONUDI	1	1	2 000 000	1 900 000	90	90	0
	Bilatérale	13	7	730 030	454 987	13	0	1
Bromure de méthyle	Projets d'investissement							
	Total	50	7	49 561 726	19 593 670	3 640	1 212	3
	Banque mondiale	3	1	1 443 425	783 555	117	50	0
	PNUD	15	0	12 049 721	3 918 200	576	94	0
	ONUDI	26	6	30 558 817	11 961 483	2 557	1 013	3
	Bilatérale	6	0	5 509 763	2 930 432	390	55	0
	Projets de non investissement (Démonstration, Assistance technique et formation)							
	Total	106	80	18 934 552	14 143 678	250	21	70
	Banque mondiale	4	0	1 047 374	353 231	15	0	0
	PNUD	19	11	4 269 954	2 322 665	57	21	10
	PNUE	38	35	2 522 501	2 330 289	0	0	31
	ONUDI	30	24	8 172 427	7 426 802	43	0	21
	Bilatérale	15	10	2 922 296	1 710 691	135	0	8
Plans d'élimination	Projets d'investissement							
	Total	47	8	100 627 282	5 580 365	5,858	1 741	0
	Banque mondiale	17	8	48 887 903	4 509 630	2,290	490	0
	PNUD	7	0	24 707 576	821 897	3,036	1 251	0
	ONUDI	13	0	18 659 654	139 096	488	0	0
	Bilatérale	10	0	8 372 149	109 742	44	0	0
	Projets de non investissement (Assistance technique et formation)							
	Total	33	0	5 455 180	477 277	124	0	0
	PNUD	4	0	295 000	9 557	38	0	0
	PNUE	9	0	698 478	0	0	0	0
	ONUDI	5	0	659 068	16	23	0	0
Bilatérale	15	0	3 802 634	467 704	63	0	0	